Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj,
Tommaso Vitale

CHAPITRE 4

LES ATTITUDES FACE À L'ISLAM ET AUX MUSULMANS

Pour les musulmans de France, l'année 2015 a été particulièrement difficile. Les attentats djihadistes de janvier et novembre 2015 ont favorisé les amalgames entre Islam et islamisme radical, provoquant une vague d'agressions contre les musulmans et leurs lieux de culte. 429 actes et menaces ont été recensés, soit une hausse de 223 % par rapport à l'an dernier. La crise syrienne a également pesé, avec ses flots de réfugiés. Et si l'image du corps du petit Aylan a suscité en septembre émotion et appels à la solidarité, on compte aussi plusieurs maires, notamment ceux de Roanne et de Belfort, qui se sont prononcés pour accueillir en priorité des réfugiés chrétiens.

Alors que les préjugés et les discriminations dont sont spécifiquement victimes les musulmans en France et en Europe sont déjà difficilement reconnus, ce contexte n'a pas simplifié les choses. Certes, depuis les années 2000, plusieurs associations militent pour faire reconnaître les préjugés islamophobes, favorisant une prise de conscience collective du problème. Depuis 2011 le ministère de l'Intérieur comptabilise à part les actes spécifiquement dirigés contre les musulmans et leurs lieux de culte. Néanmoins, leur reconnaissance est loin d'être aussi complète que pour les actes antisémites par exemple. Et le terme même d'islamophobie reste contesté dans les débats publics, y compris par des figures de la lutte antiraciste, alors même qu'il est utilisé désormais par la plupart des spécialistes européens des préjugés[1], et qu'il n'est ni plus ni moins critiquable sur le plan sémantique que le terme d'« antisémitisme » (les « sémites » dépassant les frontières de la communauté juive) ou de xénophobie (on peut faire le même reproche à l'utilisation du suffixe « phobie » évoquant une maladie mentale), aujourd'hui d'usage courant.

Enfin, plusieurs intellectuels, comme Élisabeth Badinter dans sa tribune du numéro commémoratif de Charlie Hebdo de 2016, Philippe Val, Caroline Fourest, ou encore Patrick Kessel, plaident pour le droit à la critique de l'islam et de certaines de ses pratiques (comme le port du voile ou de la burqa) au nom des valeurs républicaines. Mais ces pratiques sont aussi rejetées pour des raisons beaucoup moins avouables. Certaines prises de positions sur l'islam et les musulmans rappellent les mécanismes argumentatifs à l'œuvre derrière le

1. Asal Houda, « Islamophobie : la fabrique d'un nouveau concept. État des lieux de la recherche. », Sociologie vol. 5 (1), 2014, p. 13-29.

phénomène du racisme dit « symbolique » ou « subtil », s'exprimant sous une forme ostensiblement non raciste. Aux États-Unis, plutôt que de s'opposer frontalement aux politiques de discrimination positive en faveur des Noirs (*l'affirmative action)* en utilisant des arguments racistes, leurs adversaires mettent en avant le principe d'égalité de traitement entre candidats. Leur opposition devient ainsi acceptable, ils font alors cause commune avec des penseurs et intellectuels qu'on ne peut qualifier de raciste. En France la laïcité ou le droit à critiquer la religion sont parfois instrumentalisés de cette manière contre l'islam, si bien que derrière les mêmes étendards on trouve à la fois des racistes et des antiracistes, des athées convaincus et des anti-religieux de circonstance.

Laissant de côté ces débats autour de l'islam en France, sur lesquels existent maintenant de nombreux travaux, tant en France[2] qu'à l'étranger[3], on s'en tiendra ici aux dynamiques de l'opinion publique à son égard. Plusieurs questions se posent quand il s'agit d'étudier la perception de l'islam et des musulmans. Les opinions négatives à leur égard sont-elles des préjugés comme les autres ? Assiste-t-on à la montée d'un racisme anti-musulman ou « islamophobie » spécifique ? Est-ce la religion seulement qui est visée, ou bien ceux qui la pratiquent sont-ils également stigmatisés ? La réponse est particulièrement complexe.

Perceptions comparées de l'islam et des musulmans

Les figures 4.1 et 4.2 permettent de comparer l'acceptation de l'islam et celle des musulmans dans le temps. Certains travaux supposent que derrière les attitudes à l'égard des musulmans s'expriment en fait les attitudes à l'égard d'un groupe « racisé », essentialisé, celui des maghrébins. Les tensions autour de l'islam ne seraient alors que les reliquats de l'ordre colonial tel qu'il existait en Algérie, en Tunisie et au Maroc. En l'occurrence cette hypothèse n'est pas validée par les données du Baromètre de la CNCDH. C'était encore le cas dans les années 1990. Mais depuis les attentats du 11 septembre, l'affaire des caricatures de Mahomet, la montée des islamistes radicaux, ont changé la donne. Aujourd'hui les attitudes à l'égard des musulmans ne sont pas la simple traduction des préjugés à l'égard des maghrébins. Les musulmans sont nettement plus rejetés que les maghrébins, et l'écart dépasse quasiment systématiquement les 10 points de 2009 à 2015, pour s'atténuer légèrement en 2016 (+7 points).

Non seulement sur des questions similaires les musulmans et l'islam sont toujours moins bien acceptés que la religion juive et ses fidèles, mais le rejet s'étend de la religion musulmane à ceux qui la pratiquent. Ainsi à une question sur la qualité de Français à part entière des juifs et des musulmans de France, la proportion de personnes interrogées qui dénient aux musulmans la qualité de « Français comme les autres » est toujours supérieure à celle observée pour les juifs, avec des écarts

2. On peut citer notamment Vincent Geisser, *La Nouvelle Islamophobie. Sur le vif*, Paris, La Découverte, 2003 ; Françoise Lorcerie, *La Politisation du voile. L'affaire en France, en Europe et dans le monde arabe*, Paris, L'Harmattan, 2005 ; Marwan Mohammed et Abdellali Hajjat, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, Paris, La Découverte, 2013 ; ou encore Raphael Liogier, *Le Mythe de l'islamisation : essai sur une obsession collective*, Paris, Seuil, 2012.
3. Par exemple George Morgan et Scott Poynting (dir.), *Global Islamophobia : Muslims and moral panic in the West*, Londres, Ashgate, 2012.

Figure 4.1. Évolutions comparées des attitudes à l'égard des musulmans, des juifs, des arabes et des maghébins

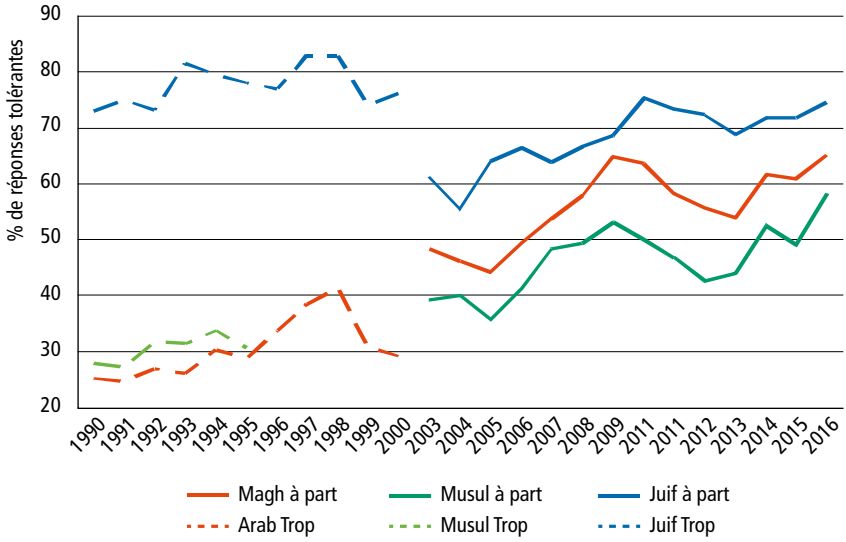
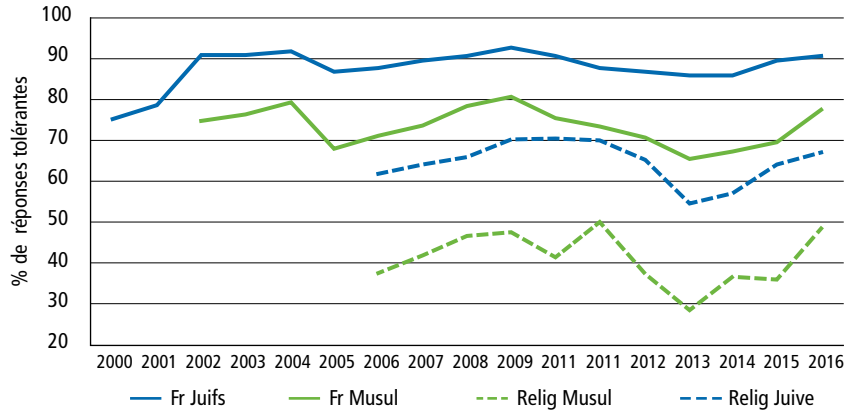


Figure 4.2. Évolutions comparées des attitudes à l'égard des musulmans, des juifs, de l'islam et de la religion juive



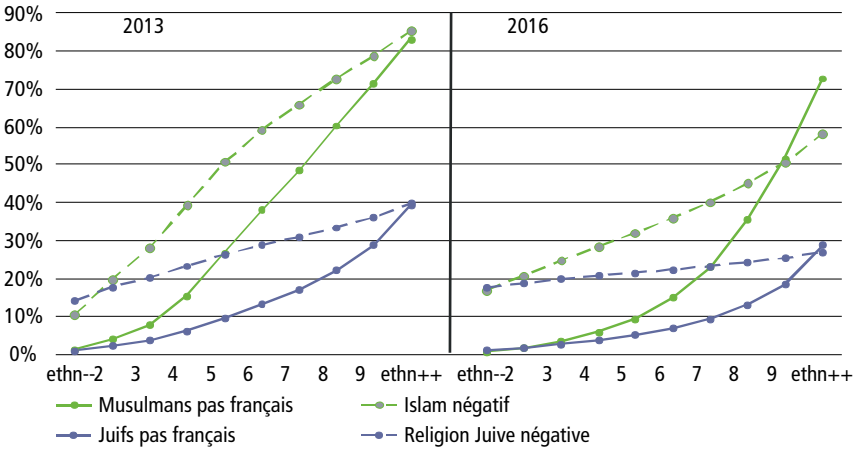
de l'ordre de 20 points en 2005, juste après la crise des banlieues, et de nouveau en 2013. Cet écart avait tendance à se creuser depuis 2009 où il était retombé à 12 points. Il est de nouveau retombé à 13 points en 2016. L'écart sur la perception des deux religions est encore plus fort : il tourne autour des 20 points en moyenne avec des pics jusqu'à 28 et 29 points dans la période 2011-2012. Toutefois si la relation à la religion musulmane reste particulièrement négative juste après les attentats de janvier 2015, les opinions se sont décrispées depuis : on note une hausse de 12 points des réponses positives entre février 2015 et janvier 2016, ramenant cette série à un niveau très proche de son record historique de 2011.

La distinction souvent faite entre rapport à la religion musulmane (islamophobie) et rapport aux pratiquants de l'islam (« racisme anti-musulman ») n'est donc pas validée. Clairement les deux attitudes sont liées dans un rejet qui reste particulièrement intense comparé à celui dont fait l'objet une autre religion minoritaire, la religion juive.

La logique des préjugés

Comment expliquer cette hostilité aux musulmans et à l'islam ? Est-ce, comme certains l'affirment, une inquiétude légitime face à des demandes vues comme dérogatoires de la part d'une communauté religieuse, ou bien une forme de rejet de l'autre, de préjugé raciste? La figure 4.3 fait apparaître la logique derrière les réponses de rejet de l'islam et de ses pratiquants. Elle repose sur une analyse de régression logistique cherchant à expliquer les réponses à deux séries de questions : celles relatives à la citoyenneté des juifs et des musulmans, celles relatives à l'image de l'islam et de la religion juive. La variable explicative est l'échelle d'ethnocentrisme développé par Guy Michelat (voir chapitre 2), dont on a retranché les items relatifs aux juifs et aux musulmans pour qu'elle ne fasse référence à aucune minorité en particulier. On a réparti les personnes interrogées en dix groupes de taille égale (des déciles) selon leur score croissant d'ethnocentrisme sur cette échelle, des 10 % les moins ethnocentristes (ethn--) aux 10 % les plus ethnocentristes (ethn++). Ce graphique montre les probabilités de donner une réponse intolérante envers les juifs, les musulmans et leur religion respective, pour chacun de ces 10 groupes. Pour vérifier dans quelle mesure ces réponses varient en fonction du contexte des enquêtes, entre des périodes de fortes tensions et d'apaisement, nous avons comparé ces probabilités en 2013, année lors de laquelle la tolérance avait atteint son plus bas niveau depuis 2000, et en 2016, une des cinq années où elle était à son niveau le plus élevé depuis 1990.

Figure 4.3. Logiques des préjugés : une comparaison juifs/musulmans (2013-2016) (probabilités prédites)



On en retiendra quatre résultats clés. D'abord, indépendamment de l'année d'enquête, de la minorité ou de la religion visée, plus on est ethnocentriste, plus les chances de donner des réponses intolérantes envers ces deux minorités sont fortes. Derrière le ressentiment contre les musulmans ou l'islam, on retrouve bien les logiques classiques de rejet de l'autre, communes à l'antisémitisme. Ainsi en 2013, les répondants les plus ethnocentristes (dernier décile) ont 83 chances sur 100 de considérer que les musulmans français ne sont pas des Français comme les autres et 85 sur 100 d'avoir une image négative de l'islam, contre respectivement 1 et 10 sur 100 s'ils appartiennent au décile le moins ethnocentriste. En comparaison les probabilités de considérer que les juifs français ne sont pas des Français comme les autres oscillent alors entre 0 et 40 chances sur 100 et celles d'avoir une image négative de la religion juive de 13 à 40 chances sur 100.

Ensuite seules les personnes appartenant aux trois premiers déciles, les moins ethnocentristes, ont un faible niveau de préjugés, tant à l'égard des juifs que des musulmans. Certes le rejet de la religion dans les deux cas (traits hachurés) est supérieur à celui de ses fidèles (traits pleins), et l'islam et les Français musulmans (courbes vertes) sont moins bien vus que les Français juifs et leur religion (courbes bleues), mais les différences sont très ténues et disparaissent quasiment en 2016 pour ce qui est du déni de l'appartenance à la communauté nationale (entre le premier et le troisième décile, le refus de considérer juifs et musulmans comme Français comme les autres varie pareillement entre 0 et 3 %). Il ne faut certes pas surinterpréter ces chiffres. La majorité des personnes interrogées (deux sur trois) a une image soit positive, soit indifférente (« ni positive ni négative ») de l'islam. Et avoir une image négative de l'islam n'est pas nécessairement de l'ordre de la « phobie ». On trouve dans ce groupe des anticléricaux convaincus qui s'opposent fortement à toutes les religions, sans animosité envers leurs fidèles. Mais le croisement avec le niveau d'ethnocentrisme oppose bien deux types de rejet. Il est faible, tant pour la religion que ses fidèles, chez les personnes ouvertes à la diversité (les trois premiers déciles). Il atteint en revanche des sommets chez les plus ethnocentristes.

On voit par ailleurs combien le rejet des musulmans est devenu structurant dans la France ethnocentriste. Les personnes qui se situent dans les trois derniers déciles, les plus ethnocentristes, ont clairement plus de chances d'être antisémites que le reste de la population, mais ce qui les caractérise est désormais plus encore leur aversion à l'égard des musulmans et de l'islam, et si partie d'entre elles rejettent les juifs et les musulmans, d'autres ne rejettent manifestement « que » les musulmans.

Enfin la remontée de la tolérance entre 2013 et 2016 a plusieurs effets. Le premier est celui d'un desserrement des liens entre les réponses à ces différentes questions. Par exemple, le lien entre l'opinion sur la religion juive et le niveau d'ethnocentrisme est beaucoup moins fort en 2016 qu'en 2013, tout comme le lien entre l'opinion sur la religion musulmane et l'ethnocentrisme. Cela se traduit par une « pente » beaucoup moins raide entre déciles tolérants et déciles xénophobes (figure 4.3). Le deuxième effet est celui de la baisse de l'intolérance. Ainsi parmi les plus ethnocentristes les chances d'avoir une image négative de la religion musulmane passent de 85 sur 100 en 2013 à 58 en 2016, tandis que

la probabilité de ne pas considérer les Français musulmans comme des Français comme les autres décroît de 83 à 73 chances sur 100. Difficile de dire pour l'instant si ces évolutions positives sont durables ou liées au contexte des attentats, et si les personnes interrogées disent toujours vraiment ce qu'elles pensent sur ce sujet sensible (sur les effets de désirabilité sociale et les sujets « tabous » voir supra, chapitre 2). Mais globalement l'évolution récente de l'opinion à l'égard tant de l'islam que des musulmans va dans le sens d'un moindre rejet.

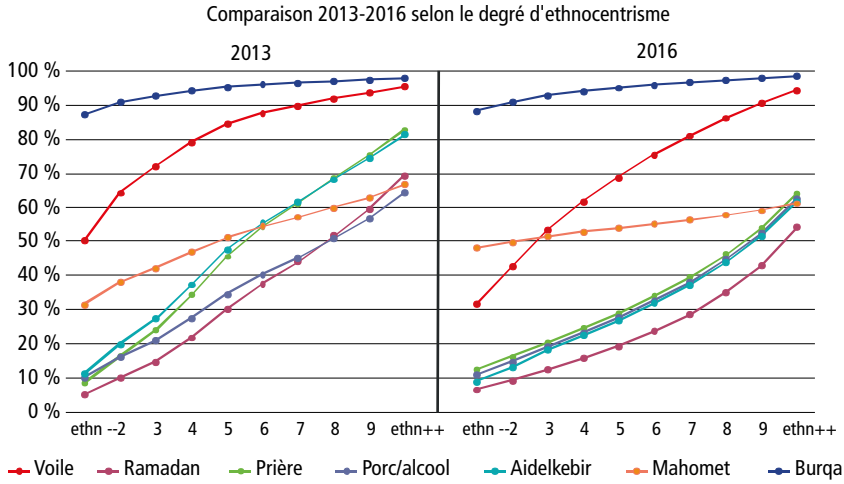
La critique de l'islam est-elle en soi islamophobe ?

Cette question revient régulièrement dans les débats publics sur l'islam. La réponse pour ce qui est des opinions est plus complexe qu'il n'y paraît. Car ce n'est pas tant la critique qui est problématique que les motivations qui sont derrière. Ainsi quand des figures des mouvements féministes s'opposent au voile ou à la burqa, qu'elles interprètent comme un signe d'oppression des femmes, cela n'est pas nécessairement raciste ou islamophobe. Ces mêmes féministes pourront d'ailleurs être montrées du doigt par leurs alter ego dans d'autres pays qui raisonnent dans un esprit plus multiculturel[4], sur la base de l'argument de la stigmatisation d'un groupe minorisé par un groupe dominant. La spécificité de ces débats sur l'islam tient avant tout au fait que ces mêmes arguments peuvent être utilisés avec des motivations xénophobes. Dans ce cas, il ne s'agit plus de la défense des femmes, ni de la lutte contre le conservatisme religieux, mais plutôt de rejeter et de stigmatiser une minorité. Comme on l'indiquait en introduction, c'est un mécanisme que les sociologues et les psychologues du préjugé ont repéré depuis longtemps dans les contextes américains ou hollandais, qui permet de passer d'un racisme « flagrant » (*blatant*) à un racisme déguisé, euphémisé, ou « subtil ».

Le baromètre de la CNCDH inclut depuis 2006 une batterie de questions qui permet de mieux comprendre les dynamiques de la critique envers l'islam et donc d'identifier les différents types de rejet qui coexistent aujourd'hui dans l'Hexagone. Les personnes interrogées doivent donner leur avis sur différentes pratiques de l'islam et leur degré de compatibilité avec la culture française : « Selon vous le respect des pratiques religieuses musulmanes suivantes peut-il, en France, poser problème pour vivre en société ? ». Le port du voile intégral fait problème pour la quasi-totalité des personnes interrogées (93 %), le port du voile pour 68 %, et l'interdiction de montrer l'image du prophète Mahomet pour une courte majorité (51 %). Les prières, les interdits alimentaires, le sacrifice du mouton pour l'Aïd-el-Kébir ne sont rejetés que par un tiers des répondants, et le jeûne du Ramadan par moins d'un quart. Quand on relie ces réponses au degré d'ethnocentrisme, on comprend mieux la complexité du phénomène (figure 4.4).

4. Eléonore Lépinard, "Migrating concepts : Immigrant integration and the regulation of religious dress in France and Canada", *Ethnicities*, 2014, p. 611-632.

Figure 4.4. Certaines pratiques musulmanes posent-elles problème pour vivre en société?



Quand il s'agit du Ramadan, des prières, du sacrifice du mouton lors de l'Aïd-el-Kébir, de l'interdiction de boire de l'alcool ou de manger du porc, la critique est effectivement avant tout motivée par un rejet xénophobe. Si les répondants appartiennent au décile le plus xénophobe en 2013, leur probabilité de considérer que l'interdiction de boire de l'alcool ou de manger du porc est de 64 sur 100. Elle est de 70 dans le cas du Ramadan, de 81 pour le sacrifice du mouton lors de l'Aïd-el-Kébir et de 83 pour les prières. En revanche le rejet de ces pratiques est particulièrement faible dans les déciles les plus tolérants. En résumé, les répondants les plus intolérants rejettent en bloc l'islam et ses pratiques, y compris celles qui concernent la vie privée des musulmans. Clairement leurs critiques relèvent du préjugé raciste. On note que la remontée générale de la tolérance entre 2013 et 2016 a permis que ces pratiques privées de l'islam soient mieux acceptées par l'ensemble des Français. Même parmi les plus ethnocentristes, cette plus grande acceptation est palpable : la probabilité de considérer que ces pratiques posent problème a décru de 20 points de pourcentage pour les prières et le sacrifice du mouton, de 15 points pour le Ramadan. Il faut néanmoins souligner la très forte concordance des courbes pour le sacrifice du mouton, les prières et les interdits alimentaires, qui indiquent que ses trois pratiques sont rejetées « en bloc » par certains répondants.

En revanche le rejet de certaines pratiques s'observe autant parmi les répondants les plus et les moins xénophobes. Le port de la burqa par exemple suscite en 2013 comme en 2016 un rejet massif, tant parmi les répondants les plus xénophobes (presque 100 chances sur 100) que parmi les plus tolérants (entre 87 et 89 chances sur 100). Le port du voile est un cas particulièrement intéressant. Son rejet est plus marqué dans la France ethnocentriste : les probabilités de le juger problématique dépassent 9 sur 10 parmi les trois déciles les plus intolérants en 2013, et varient entre 86 et 94 chances sur 100 dans les mêmes déciles en

2016[5]. Mais il divise aussi le camp des tolérants. En 2013 les probabilités qu'il soit rejeté étaient de 50 chances sur 100 parmi les 10 % de répondants les plus ouverts, dont a vu pourtant qu'ils considéraient les Français musulmans comme des Français « comme les autres » et qu'ils n'avaient aucune prévention à l'égard des pratiques privées de l'islam. Cette probabilité était de 64 chances sur 100 dans le deuxième décile le plus tolérant, puis 72 dans le troisième décile le plus tolérant. La situation a évolué vers plus d'acceptation en 2016. Désormais la probabilité de rejeter le voile n'est plus que de 31 chances sur 100 dans le décile le plus tolérant, de 42 dans le deuxième décile le plus tolérant et de 51 dans le troisième. Le port du voile polarise donc l'échantillon, entre « normalisation » pour les Français les plus tolérants et perpétuation de son rejet parmi les moins tolérants. Cette polarisation est sans doute aussi entretenue parce que le voile reste un point de crispation dans les débats publics, notamment avec la proposition défendue entre autres par Nicolas Sarkozy de l'interdire à l'université, ou encore la dénonciation du voile « à la plage » par Nadine Morano.

Enfin on voit émerger entre 2013 et 2016 un cas particulier, celui de la représentation de Mahomet. Depuis trois ans, les logiques d'opposition à cette interdiction de montrer l'image du prophète sont doubles. On observait l'affirmation d'un droit à la liberté d'expression parmi la minorité des plus tolérants, et chez les moins tolérants, une logique xénophobe de rejet de l'islam en général. Aujourd'hui, cette revendication du droit à la liberté d'expression a encore progressé parmi la frange la plus tolérante des répondants : dans les 10 % les moins ethnocentristes la probabilité de rejeter cette pratique passe de 31 chances sur 100 en 2013 à 48 chances sur 100 en 2016, et de 38 à 50 chances sur 100 dans le deuxième décile le plus tolérant. C'est d'ailleurs la seule pratique musulmane qui suscite plus de rejet parmi les tolérants en 2016 qu'en 2013. Clairement on y verra l'impact des attentats de janvier contre Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher et il devient très difficile de faire la part, dans l'opposition à l'interdiction de montrer l'image de Mahomet, de ce qui tient spécifiquement au préjugé anti-musulman.

En résumé, la critique des pratiques de l'Islam peut effectivement se nourrir de préjugés xénophobes, particulièrement quand il s'agit de pratiques relatives à la sphère privée comme les interdits alimentaires. Dans d'autres cas la critique se retrouve à la fois parmi les Français tolérants et les Français xénophobes. C'est d'ailleurs dans ces cas précis que les mécanismes du racisme dit « subtil » peuvent être à l'œuvre. Défendre le droit à la caricature peut être le signe d'un attachement sincère à la liberté d'expression tout comme à l'inverse celui du rejet global d'une communauté perçue comme étrangère. C'est là toute la difficulté aujourd'hui d'étudier les préjugés et les opinions face à l'islam et aux musulmans.

5. Plus de 9 chances sur 10 de le rejeter parmi les trois déciles les plus intolérants en 2013 et entre 86 % et 94 % de chances de le rejeter dans les mêmes déciles en 2016.